

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/1  
10 novembre 2001

(01-5580)

---

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE  
Quatrième session  
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais

## SINGAPOUR

Déclaration de S.E. le général de brigade George Yeo  
Ministre du commerce et de l'industrie

### Un nouveau programme pour le développement

1. En pleine guerre contre le terrorisme mondial, nous nous réunissons à Doha pour lancer une nouvelle série de négociations structurées, pour reprendre la formule de mon grand ami égyptien Youssef Boutros-Ghali. Notre dernière réunion, à Seattle, s'est achevée non seulement sur un échec mais au milieu de récriminations.
2. Nous devons prendre la résolution de faire mieux qu'à Seattle. En 1989, la chute du mur de Berlin a marqué la fin de la guerre froide et le commencement d'une nouvelle ère porteuse d'espoir pour des centaines de millions de personnes. Cinq ans plus tard, dans un monde moins marqué par les idéologies, les négociations du Cycle d'Uruguay se sont achevées à Marrakech. L'Accord de Marrakech a institué l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dont la première réunion s'est tenue à Singapour en 1996.
3. L'OMC établit des règles claires pour régir les échanges. Au sein de l'OMC, tous les Membres sont censés être égaux. Dans le cadre multilatéral de l'Organisation, tout Membre est tenu d'accorder à tout autre Membre, immédiatement et sans condition, un traitement non moins favorable que celui qu'il accorde aux autres Membres. Chaque Membre participe à la formulation des règles de l'OMC et les décisions sont prises par consensus. Cela signifie qu'à l'OMC, les petits pays et les pays pauvres ont davantage voix au chapitre que dans un monde où la force dicte le droit.
4. Pourquoi donc y a-t-il autant de mécontentement à l'égard de l'OMC, en particulier parmi les pays en développement?
5. L'OMC est naturellement liée à la mondialisation et donc associée à bon nombre des problèmes que la mondialisation a fait naître. Certains pays en développement ont le sentiment d'être les oubliés de la mondialisation. Alors que pendant la guerre froide, ils pouvaient négocier et obtenir davantage pour eux-mêmes en montant une grande puissance contre une autre, nombre d'entre eux se sentent à présent ignorés et traités comme quantité négligeable. Ils ont l'impression qu'aujourd'hui, les pays de l'OCDE les mettent devant le fait accompli. La révolution de la nouvelle économie a encore élargi le fossé entre les pays riches et les pays pauvres.
6. Toutefois, on aurait tort de rejeter la responsabilité de la situation actuelle sur l'OMC. Sans elle, nos problèmes ne s'évanouiraient pas. Au contraire, ils pourraient s'aggraver. Avec l'OMC, il existe au moins un moyen d'améliorer les choses. Sans les règles de l'OMC, les pays riches auraient encore plus de pouvoir sur les pays pauvres, en particulier les petits pays. Notre objectif commun devrait être de renforcer l'OMC et non pas de l'affaiblir.

7. Dans le cas contraire, nous risquons de voir le monde se diviser en blocs. Déjà, l'Union européenne est occupée à s'étendre à l'Est et les États-Unis visent le Sud en espérant conclure un accord établissant la Zone de libre-échange des Amériques d'ici à 2005. Il y a trois jours, les dirigeants de l'ANASE et la Chine sont convenus d'entamer des négociations en vue de l'établissement d'une zone de libre-échange ANASE-Chine dans dix ans.

8. Ces projets régionaux sont en soi positifs et naturels, mais ils peuvent, sans un cadre global comme l'OMC, provoquer la fragmentation du monde en blocs commerciaux repliés sur eux-mêmes. Selon ce scénario, les pays en développement qui se trouvent hors des trois sphères d'influence existantes risquent d'être marginalisés ou, pire, exclus du jeu du commerce mondial. À l'intérieur de chaque bloc, les pays les plus petits et les plus pauvres auront moins de pouvoir de négociation.

9. Il s'agit donc pour nous non pas de fragiliser les structures de l'OMC mais de les renforcer. Au cours des cycles précédents de négociations sur la libéralisation des échanges, certains pays ont signé les textes sans prendre pleinement conscience des conséquences de ce dont ils sont convenus. Il est logique qu'ils hésitent aujourd'hui à lancer un nouveau cycle. C'est un point de vue que nous partageons à Singapour. Nous sommes à présent un pays à revenu intermédiaire, mais il n'y a pas si longtemps, nous étions pauvres. De plus, comme nous sommes un petit pays, nos ressources humaines sont limitées et nous avons peu de spécialistes des questions relatives à l'OMC. Singapour est donc fermement convaincue que toute initiative en faveur du lancement d'un nouveau programme de négociations doit faire une grande place au développement et poser, comme condition préalable, le renforcement des capacités dans les pays en développement. Les bonnes paroles ne suffisent pas. Il doit y avoir des engagements contraignants de déployer ces efforts. Pour être efficace, l'OMC devrait tirer parti des structures internationales existantes comme celles de la Banque mondiale et ne pas chercher à faire double emploi avec elles.

10. Le nouveau cycle que nous nous efforçons de lancer à Doha est le premier depuis la fin de la guerre froide et depuis la création de l'OMC. Nous devrions faire beaucoup mieux que par le passé. Il nous faut trouver une nouvelle entente entre pays développés et pays en développement, un nouveau pacte qui donne aux pays les plus pauvres l'espoir que ce qu'ils peuvent attendre de mieux pour l'avenir passe par le système économique mondial et repose sur des règles qui leur permettent d'avancer.

11. Il y a quelques semaines, à Singapour, le Ministre tanzanien Iddy Simba suggérait d'appeler les nouvelles négociations "Nouveau programme pour le développement" plutôt que nouveau cycle, car ce terme rappelle le mauvais souvenir d'engagements qui n'ont pas été pris en pleine connaissance de cause par le passé. Nous devrions appuyer cette proposition, non seulement dans la forme, mais surtout sur le fond. La Déclaration de Doha doit contenir des éléments qui intéressent particulièrement les pays en développement, surtout en ce qui concerne l'accès aux marchés pour les produits agricoles et les textiles, le renforcement des capacités et le traitement spécial et différencié. Les pays riches sont tout à fait capables de se défendre dans les négociations. Ils disposent d'armées d'experts qui peuvent examiner attentivement chaque paragraphe et chaque clause, et prévoir toutes les conséquences possibles et imaginables d'un accord. Nous devrions être solidaires de ceux qui ont des difficultés à défendre et à faire valoir leurs propres intérêts.

12. Dans le contexte d'une économie mondiale qui bascule dans la récession sur tous les continents, le lancement d'un nouveau programme pour le développement est un message positif à l'adresse des investisseurs et des consommateurs. Un nouvel échec après Seattle serait un encouragement pour ceux qui refusent la mondialisation et rendrait d'autant plus difficile pour nous tous une reprise rapide de l'économie.

13. Même si elle est déjà très complexe, notre déclaration de Doha ne vise qu'à définir le programme des négociations. Mais il s'agit d'un pas décisif sans lequel rien ne pourra se faire. Après les événements du 11 septembre, le lancement d'un nouveau programme pour le développement sera

l'expression de notre désir commun de créer un monde plus sûr et meilleur pour nous-mêmes et pour nos enfants. L'accession de la Chine à l'OMC prouve, de manière incontestable, que parmi toutes les voies possibles pour l'avenir, la meilleure et la plus civilisée est celle qui s'appuie sur un ensemble commun de règles convenues. Toutes les solutions qui ne passent pas par l'OMC font appel à des méthodes plus grossières reposant sur le pouvoir et l'influence. Pour toutes ces raisons, Singapour, ville-État, est favorable au lancement d'un nouveau programme pour le développement à Doha.

---